



HAL
open science

Préface

Michel Hau

► **To cite this version:**

Michel Hau. Préface. Nuria Narvaiza-Mandon. Analyse régionale du chômage en Europe occidentale, Université de Technologie de Belfort/montbéliard/Editions ALPHIL, 2011, 978-2-914279-51-2. hal-01628945

HAL Id: hal-01628945

<https://hal.science/hal-01628945>

Submitted on 9 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Préface

par Michel Hau

membre de l'Institut Universitaire de France

La dépression qui a débuté avec le krach boursier de l'automne 2008 nous rappelle une vérité désagréable que quelques années d'embellie conjoncturelle nous avaient fait un peu oublier : les pays anciennement industrialisés ont perdu depuis 1974 leur dynamisme économique d'autrefois au profit des pays du Sud, passés de l'état de « pays sous-développés » à l'état de « pays émergents ». Pire encore : parmi les pays anciennement industrialisés, c'est l'Europe occidentale qui est la plus atteinte par la décélération. La croissance économique des États-Unis, qui, au temps des Trente Glorieuses, était plus molle que celle de l'Europe, est désormais plus rapide, de l'ordre d'un demi-point de pourcentage en moyenne chaque année. Depuis près de trente-cinq ans, l'Union Européenne crée moins d'emplois que les États-Unis, bien que durée du travail y soit plus courte. Les crises prennent habituellement naissance aux États-Unis, mais c'est en Europe qu'elles durent le plus longtemps. La dernière crise, celle dite des *subprimes*, qui s'est déclenchée à l'automne 2008, ne fait pas exception à cette règle : le taux de chômage américain, qui a dépassé 10% à l'automne 2009, baisse à présent de façon plus rapide qu'en Europe.

La simple comparaison des taux de chômage entre l'Europe et les États-Unis masque une réalité plus déplaisante encore, celle du chômage structurel, qui est une triste spécialité de l'Europe. Le Vieux Continent souffre, notamment sur son flanc méditerranéen et dans les banlieues de ses grandes villes, de ce véritable fléau social qu'est le chômage de longue durée. Avant la crise de 2008, ce mal touchait déjà près de la moitié des chômeurs européens, soit 4 à 5% de la population active, contre moins de 1% aux États-Unis. Non seulement le chômage de longue durée entraîne un appauvrissement pécuniaire, mais encore il prive ses victimes de toute reconnaissance sociale, rompt les réseaux relationnels et mine la cohésion familiale. Il atteint profondément la santé psychique et physique de millions de personnes. Il s'accompagne partout d'une délinquance de plus en plus agressive et violente. À ce stade, il ne représente plus seulement un problème économique, mais un véritable problème de société. C'est peut-être là que réside l'aspect le plus important de la crise européenne, quoique le moins visible.

Tout ce qui peut contribuer à alimenter le débat sur la recherche de solutions à ce mal européen mérite attention. C'est incontestablement le cas de ce livre. Nuria Narvaiza-Mandon y fait connaître les principaux résultats des recherches effectuées pour la préparation de sa thèse de doctorat. Ancienne élève de la prestigieuse Universidad de Navarra, habituée à maîtriser une abondante bibliographie en plusieurs langues, elle a porté un regard neuf sur un problème beaucoup débattu en Espagne et France et non résolu dans ces deux pays, celui du chômage. Jamais personne avant elle n'avait examiné des données statistiques sur autant de régions à la fois et sur une aussi longue période. La plupart des études sur le chômage considèrent des durées plus courtes et n'analysent que des données agrégées au niveau national. Certes, les réalités nationales et les politiques des gouvernements, avec leurs échecs et leurs réussites, ont joué leur rôle dans l'évolution des taux de chômage : ce sont l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce qui ont le plus tardivement (dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix) réussi à endiguer la montée tendancielle de leurs taux de chômage, et qui sont le moins bien parvenues à le faire redescendre, avant que la crise de 2008 ne remette tout en question. Il faut garder ces faits à l'esprit, pour bien noter qu'une performance d'une région espagnole ou française qui pourrait paraître très moyenne au niveau de comparaison européen est en réalité, dans un contexte national relativement défavorable à la création d'emplois, tout à fait méritoire et digne d'être signalée. Mais, quelle que soit la lourdeur du

prélèvement fiscal et para-fiscal sur le travail, ou le caractère sclérosant de la législation, une grande inégalité de performance peut exister entre les régions d'un même pays. Les politiques économiques suivies par les gouvernements n'ont donc pas prise sur tous les facteurs du chômage.

En descendant à l'échelle régionale, grâce aux statistiques harmonisées par l'Office Européen de Statistique de Luxembourg, Nuria Narvaiza-Mandon a utilisé un instrument doté d'un pouvoir de résolution très supérieur à celui que donne l'utilisation des données nationales. En affinant ainsi l'analyse, elle a récolté une ample moisson d'observations inédites qui, recoupées à l'échelle de l'Europe occidentale tout entière, ont gagné encore en signification.

Nuria Narvaiza-Mandon a soutenu sa thèse intitulée *L'explosion du chômage en Europe, une analyse nationale et régionale, 1973-2000* le 9 octobre 2004 à l'Université Marc Bloch de Strasbourg, devant un jury composé des professeurs Jean-Pierre Dormois, Jean-François Eck, Nicolas Stoskopf et moi-même. Le jury a souhaité sa publication sous une forme plus ramassée, car le volume du texte (914 pages) et la diversité des statistiques utilisées rendaient impossible une publication sous forme imprimée. Nuria Narvaiza-Mandon a remis plusieurs fois l'ouvrage sur le métier, pour en faire de mieux en mieux ressortir les informations principales. Elle a publié en 2009 aux éditions Economica avec ma collaboration une première synthèse sous le titre « Le chômage en Europe. Divergences nationales et régionales ». Elle livre ici, grâce à l'aide de l'Université Technologique de Belfort-Montbéliard, une version plus détaillée de ses travaux, après avoir étendu le cadre de ses recherches jusqu'à l'année 2010, qui permet d'observer en détails le rebond du chômage causé par la crise des *subprimes*.

L'essentiel de la méthode utilisée par Nuria Narvaiza-Mandon a consisté à classer les régions, année par année, selon leurs taux de chômage, en cinq groupes d'effectifs égaux, ce qui a permis une analyse débarrassée de toute influence de la conjoncture générale. Il a été ainsi possible de déceler des permanences indépendamment des chocs successifs subis par les économies occidentales depuis 1973. Nuria Narvaiza-Mandon n'a pas pour autant négligé l'étude de la conjoncture, mais en s'attachant prioritairement à signaler les différences de datations, d'un territoire à l'autre, entre les points hauts et les points bas des courbes du chômage, et à comparer les amplitudes des variations à la hausse comme à la baisse.

Cette approche résolument régionale lui a permis d'aboutir à plusieurs constatations inédites. Elle a révélé que les chocs ont été ressentis en fait de façons très différentes à l'intérieur de l'espace européen. Les courbes d'évolution du chômage révèlent une chronologie assez différente selon les pays et les régions : les maxima sont enregistrés avec des décalages considérables d'un territoire à l'autre, preuve que l'Europe reste un ensemble très hétérogène, tant dans les politiques suivies que dans les comportements des acteurs économiques. Que les zones minières aient été lourdement frappées ne surprendra personne. Mais d'autres faits sont plus inattendus. Ainsi, la moitié Nord du Bassin Parisien, qui, de la Haute-Normandie à la Champagne, avait tant bénéficié des décentralisations et des investissements des grandes firmes durant les années soixante, subit fortement la désindustrialisation et le chômage.

Autre fait surprenant, les grandes métropoles européennes ne sont pas les régions les plus performantes en termes d'emploi, car elles souffrent dans certains de leurs quartiers centraux et leurs couronnes proches, de taux de chômage anormalement élevés. En Ile-de-France, à Bruxelles ou à Berlin, une politique de transferts sociaux aux effets mal contrôlés, une réaction trop tardive devant le développement de l'économie souterraine, et une efficacité décroissante du système de préparation des jeunes à la vie active ont créé un sous-emploi massif dans les cités. L'aspect culturel et politique du problème ne doit pas être négligé : les retours vers l'emploi se sont mieux effectués dans les métropoles où les diverses classes

sociales étaient ancrées dans une tradition d'ouverture au commerce international comme *West-Nederland*, Lisbonne et Londres, ou manquant de ressources suffisantes pour alimenter de généreux budgets sociaux, comme Madrid et Rome. Les régions dotées de grandes métropoles sont dépassées, en termes de recul du chômage, par des régions longtemps considérées comme des marges délaissées (extrême Ouest de l'Europe, montagnes alpines) qui avaient constitué longtemps des poches de pauvreté et des pôles d'émigration. La montée du chômage dans les grandes métropoles est continue depuis 1974 et ne s'inverse que faiblement dans les périodes d'embellie économique. Cette constatation ne laisse pas d'inquiéter, dans la mesure où elle montre que le phénomène du chômage est profondément enkysté dans les centres les plus développés de l'Europe actuelle.

La concurrence entre les territoires et les firmes a provoqué à l'échelle mondiale un grand chassé-croisé qui a vu la désindustrialisation de certaines nations ou régions riches d'Europe compensée par l'industrialisation d'espaces jusqu'alors moins bien lotis. La victoire du capitalisme sur le système socialiste, matérialisée par la disparition de l'union Soviétique en 1990, n'a pas été la victoire de l'Occident, mais celle du Sud, débarrassé des chimères de l'économie planifiée qui interdisaient son décollage. Or – et c'est un deuxième enseignement intéressant à tirer de cette étude - toutes les régions d'Europe n'ont pas été perdantes à ce jeu. Des territoires ont résisté à la désindustrialisation et continuent à s'insérer avantageusement dans la division mondiale du travail sans connaître un chômage massif. Au sommet, on trouve les territoires du bloc rhéno-alpestre, prolongé au nord par le Luxembourg, la Flandre belge, les Pays-Bas, et, plus loin, le Danemark. Ils résistent à la pression de la concurrence des pays émergents grâce à leur forte spécialisation dans des fabrications ou des services à haute valeur ajoutée. Ils vendent à prix élevé l'heure de travail incorporée dans leurs produits sans connaître un chômage de masse. Déjouant tous les schémas théoriques des économistes, ils réussissent à cumuler salaires élevés, fort taux de pénétration de leurs produits sur les marchés mondiaux et bas taux de chômage. Comme ils sont situés au coeur industrialisé de l'Europe, beaucoup d'observateurs se satisfont, un peu trop vite, d'une explication qui met l'accent sur des avantages géographiques.

Or des pays plus éloignés du coeur industriel de l'Europe réussissent également à résister aux effets de la mondialisation. L'enquête de Nuria Narvaiza-Mandon révèle l'existence d'un deuxième groupe de territoires à taux de chômage bas ou relativement bas dans le Grand-Ouest européen ainsi qu'en Italie centrale. Il est formé par des territoires qui ont maintenu, ou même accru récemment, leurs parts de marché grâce à une main-d'œuvre moins rémunérée que dans les régions les plus développées d'Europe et, surtout, plus flexible. Leur puissance économique repose sur l'incitation au travail de populations issues du milieu rural. Ce milieu rural est lui-même caractérisé par la prédominance des petites et moyennes exploitations agricoles en faire-valoir direct. Partout où ce mode de mise en valeur du sol s'est maintenu au XIXe siècle face à la grande exploitation, où le tissage artisanal a résisté au tissage industriel et où la population active occupée à produire des objets fabriqués dans des ateliers dispersés était supérieure à la population urbanisée, les taux de chômage sont aujourd'hui plus bas que la moyenne européenne. Le phénomène du district industriel, caractérisé par un pullulement localisé de petites entreprises spécialisées dans un même produit, s'y rencontre toujours, en de nombreux endroits. Certains territoires du Grand Ouest européen, le Nord du Portugal, ou l'Irlande, avaient encore à une époque récente un point commun supplémentaire avec les pays émergents : des coûts salariaux nettement plus faibles que dans les régions plus anciennement industrialisées. Cet avantage concurrentiel n'a disparu que dans la première décennie du XXIe siècle avec l'épuisement des réserves de population rurale et la rapide progression des salaires ouvriers. Cette évolution récente peut expliquer la particulière sensibilité de l'Irlande et du Nord du Portugal au choc récent de la crise des *subprimes*, sans pour autant remettre en question leur performance des années 1990.

L'étude de Nuria Narvaiza-Mandon permet aussi de jeter un regard nouveau sur l'un des grands phénomènes de l'histoire de la seconde moitié du XXe siècle : la désindustrialisation des vieux bassins industriels et l'échec des tentatives pour les revitaliser. Au déclin industriel s'est ajouté l'effondrement des sociétés ouvrières et des valeurs dont elles étaient porteuses, respect du travail manuel, solidarité communautaire et conscience de classe, qui avaient tant pesé jadis sur la vie politique des nations européennes. Longtemps après la fermeture des puits de charbon et l'extinction des derniers hauts-fourneaux, et malgré de coûteuses politiques de reconversion, ces régions sont restées, pour beaucoup d'entre elles, vouées au chômage de masse. C'est que problème n'est pas simplement celui de remplacer une activité industrielle par une autre. Il est plus profond. La désindustrialisation dans les grands bassins industriels traditionnels d'Europe n'est pas due seulement à des chocs extérieurs comme le recul de l'utilisation du charbon ou les hausses de prix du pétrole. Ce phénomène s'inscrit au coeur du système sur lequel avait reposé historiquement le mouvement ouvrier. Les populations de salariés des vieilles régions industrielles d'Europe se sont transmis, de génération en génération, le souvenir des longues luttes qui leur avaient permis d'arracher au patronat des limitations de la durée du travail et des hausses de salaires. Elles sont peu disposées à accepter tout ce qui peut leur sembler être un retour en arrière. Les avantages que le mouvement ouvrier est parvenu à imposer sont devenues un handicap à partir du moment où les entreprises européennes sont entrées en compétition avec celles de pays moins réglementés, notamment – par une de ces ironies dont seule l'Histoire a le secret - la Chine dirigée par le plus puissant parti communiste du monde, issu lui-même du mouvement ouvrier européen.

La popularisation des thèmes anarcho-révolutionnaires a, particulièrement dans les grands pays latins, conduit les travailleurs à multiplier, longtemps après le déclenchement de la phase de désindustrialisation, les actions économiquement suicidaires. Partout où il a fait sentir son influence, le syndicalisme révolutionnaire a accéléré le déclin des activités industrielles et la baisse des effectifs de la classe ouvrière. Les tactiques du mouvement ouvrier d'Europe occidentale étaient adaptées à un monde où les réserves de pauvreté du prolétariat rural européen avaient fini par s'épuiser et avaient cessé de faire pression à la baisse sur les salaires des ouvriers les moins qualifiés. Ces modes d'action sont devenus inefficaces lorsque les prolétariats ruraux d'Asie ont commencé à se presser, à leur tour, aux portes des manufactures. Les capitaux, de plus en plus mobiles, se sont portés à leur rencontre. Quant aux consommateurs, ils n'ont guère eu de scrupule à acheter à bon compte les produits importés quitte à se nuire à eux-mêmes en tant que producteurs.

Dans les États méditerranéens de tradition protectionniste, c'est-à-dire en France, en Espagne, en Italie et en Grèce, la compréhension des exigences de la compétition internationale a été retardée et n'a pas réussi à pénétrer dans une grande partie des milieux intellectuels. Un des succès de la pression syndicale y a été d'obtenir des fonds considérables pour la poursuite d'activités anciennes aux dépens des industries de pointe et un maximum de restrictions légales en matière de licenciement aux dépens des nouveaux entrants sur le marché du travail. C'est dans les États méditerranéens que les réglementations sur la protection de l'emploi sont les plus rigoureuses. Ce degré élevé de protection de l'emploi défavorise les jeunes et allonge la durée moyenne du chômage¹. Dans ces conditions, de nombreux demandeurs d'emploi (jeunes des cités, femmes) perdent courage et finissent par sortir de la population active. Par ailleurs, ce système atténue l'effet modérateur sur les salaires d'une hausse du taux de chômage et repousse à un niveau plus élevé le taux de chômage n'accélérant pas l'inflation.

L'étude de Nuria Narvaiza-mandon montre le point commun entre les vieux bassins

¹ Olivier Blanchard, « Commentaire », in : J. P. Fitoussi, O. Passet, J. Freyssinet, *Réduction du chômage : les réussites en Europe*, La Documentation Française, Paris, 2000, p. 216.

industriels et les régions de grande exploitation agricole : les unes comme les autres ont été, au XIXe siècle, pauvres en familles de producteurs indépendants. Au-delà des forteresses ouvrières démantelées et des anciennes ceintures rouges désertées par l'industrie, les régions de grande exploitation agricole façonnées par le modèle latin de la famille nucléaire égalitaire apparaissent également comme très exposées au chômage. C'est ce dont témoignent les hauts taux de chômage des régions méridionales d'Italie et d'Espagne, du littoral méditerranéen français et même de l'arc nord du Bassin Parisien. Dans toutes ces régions, la généralisation de la condition de salarié agricole ou industriel, y a étouffé, depuis des générations, la conscience des mécanismes du marché et des exigences de la concurrence. Cette situation prévaut aussi bien dans les milieux modestes, où l'on est salarié agricole ou ouvrier d'industrie de père en fils, que dans les milieux plus aisés, où l'on a appris à tirer parti d'un acquis culturel pour faire carrière dans le secteur public. Quelle que soit la position dans l'échelle des revenus, le sentiment de méfiance à l'égard de l'entreprise privée est très répandu. Il paraît largement possible de déplacer, par les luttes sociales, les lignes de partage de la valeur ajoutée, quel qu'en soit le coût à long terme pour l'entreprise. Et si, d'aventure, cette dernière pouvait être amenée à manquer de ressources, la puissance budgétaire de l'Etat offrirait un recours permettant de garantir l'emploi et le niveau des salaires. En France, en Espagne et sur le territoire de l'ancien Royaume de Naples, le souvenir des monarchies tutélaires et omniprésentes mises en place à l'époque de la Contre-Réforme semble avoir perduré jusqu'à nos jours. Sous l'influence de l'Espagne et du catholicisme romain, les Etats du Sud de l'Europe ont étoffé au XVIIe siècle leurs administrations par le procédé de la vénalité des offices. Cette institution permettait à l'Etat monarchique, allié au clergé, de se renforcer face aux principautés féodales et à la bourgeoisie marchande. Il y parvenait d'une part par l'accroissement du nombre d'agents de l'Etat en mesure de contrôler plus étroitement la société et la vie économique, et d'autre part en détournant une partie de l'épargne des classes aisées vers les caisses de l'Etat par la vente des offices. Une partie des élites économiques a dès lors préféré pour ses fils l'achat de charges royales plutôt que la voie plus hasardeuse du développement d'entreprises. Ce renforcement de la puissance étatique, qui est allé de pair avec l'affaiblissement de la classe des marchands, a, dans les Etats catholiques du Sud de l'Europe, fait perdre de vue la conscience des réalités économiques et durablement ancré dans les mentalités que l'aide de l'Etat pouvait constituer, en dernier ressort, la variable d'ajustement capable de remédier à n'importe quel déséquilibre financier.

Le Royaume-Uni est un cas à part. La petite exploitation agricole y a disparu dès le XVIIIe siècle. Les districts industriels, qui réunissaient localement de nombreux petits fabricants indépendants, ont cessé d'exister au début du XXe. L'éclatement des structures familiales, la liberté précoce des adolescents et le développement des mécanismes d'assistance le placent plutôt en avance sur la situation des grandes métropoles du continent européen. En revanche, le détachement de l'influence de l'église romaine opéré sous Henri VIII a préservé l'Angleterre de la mise en place d'un Etat aussi envahissant que les monarchies espagnole et française, tandis que les élites économiques pouvaient s'épanouir et suivre l'exemple de leurs homologues néerlandaises. Quoi qu'il en soit, en contradiction avec une situation sociologique apparemment peu favorable à un retour rapide au plein emploi, le Royaume-Uni apparaît, par ses taux de chômage et d'activité, beaucoup plus proche des régions du bloc rhéno-alpestre. Les taux de chômage y étaient tombés à de bas niveaux avant la crise des *subprimes*, alors que les taux d'activité de la population en âge de travailler, quoiqu'en légère baisse depuis trente ans, étaient plus élevés que sur le Continent. Même les vieux bassins industriels, entrés en crise avant ceux du Continent, dès les années 1920, étaient caractérisés, avant 2008, par des taux de chômage relativement bas.

L'étude de Nuria Narvaiza-Mandon permet de noter que le renversement de tendance remonte à 1986 : avant cette date, le Royaume-Uni était au-dessus de la moyenne européenne

pour le taux de chômage. Il serait donc difficile de soutenir que les transformations institutionnelles intervenues à partir de 1979 n'expliqueraient pas au moins une part de ce changement radical. La société britannique a opté alors pour un retour au libéralisme qui s'accommode de davantage d'inégalité, donnant une prime plus élevée aux compétences et sanctionnant plus durement l'inactivité prolongée. Tout se passe, au Royaume-Uni, comme si le retour aux dures règles du libéralisme était intervenu pour corriger, dans la population d'âge adulte, le caractère moins contraignant pris par l'éducation des jeunes générations de l'après-guerre. Cette évolution a été largement acceptée par l'ensemble de la classe politique. Les élites de ce pays ont, sur la droite comme sur la gauche de l'échiquier politique, moins perdu de vue que celles des grands Etats du continent européen, les vertus de l'économie de marché et le sens de l'efficacité économique. Inquiètes devant certains signes d'un risque de déclin de la prééminence des pays anglo-saxons au cours des années soixante-dix, elles ont opté sans état d'âme pour un retour au libéralisme qui avait jadis fait la force de leur nation. Le retour des travaillistes au pouvoir en 1997 ne s'est pas traduit par une remise en question fondamentale des orientations prises par leurs prédécesseurs néo-conservateurs. Tony Blair a pu bénéficier d'une réelle popularité nationale et internationale en tirant parti de la puissance retrouvée de l'économie de la Grande-Bretagne et en se contentant de quelques mesures de redéveloppement de l'emploi public. L'avenir dira si ce retour au libéralisme est durablement de nature à rendre son dynamisme à une économie qui avait précédé celles du continent sur la voie de la désindustrialisation. Le déroulement de la crise des subprimes dans ce pays envoie à ce sujet des messages contradictoires. Les taux de chômage y restent généralement inférieurs à ceux de la France, mais la récession y dure un semestre supplémentaire, se prolongeant jusqu'en 2010.

Nuria Narvaiza-Mandon a su s'inspirer, pour l'interprétation de ses résultats, d'ouvrages exposant l'influence des facteurs sociologiques et culturels, sans se limiter aux explications géographiques et macro-économiques. En 1968, Milton Friedman avait introduit la notion de "taux naturel" de chômage : ce taux, appelé aussi le taux de chômage d'équilibre ou NAIRU, est le taux en deçà duquel les hausses de salaires risquent d'excéder celles de la productivité et de déboucher sur une accélération de l'inflation. Au-delà de ce taux, la pression de l'offre de main-d'œuvre s'accroît pour contenir les hausses de salaires et l'inflation ralentit. Cette notion a été à juste titre remise en question par les économistes. Un ouvrage de Richard Layard, Stephen Nickell et Richard Jackman a, en 1991, substitué à cette notion celle de taux structurel de chômage², ce taux pouvant être différent selon les époques et les territoires. Les recherches de Nuria Narvaiza-Mandon confirment cette thèse de la diversité des taux structurels. Elles laissent soupçonner, sous-jacente aux facteurs macro-économiques, l'influence de structures anthropologiques parfois très anciennes. Comme en géologie, de vieilles failles oubliées, très antérieures à la formation des Etats-nations actuels, recommencent à jouer au moment où l'on s'y attendait le moins. L'historien se sent plus à l'aise que les autres chercheurs en sciences humaines pour analyser ces faits. Face à des sciences économiques ou sociales à la recherche de déterminismes généraux, il est le spécialiste de la singularité. L'Europe est riche de nombreux particularismes. Hérités d'une longue histoire, ils offrent peu de prise aux politiques suivies par les gouvernements.

C'est peut-être le pluralisme de l'Europe qui fait sa force. L'échec de certaines politiques et de certains comportements est compensé au moins en partie par les succès de politiques et de comportements opposés. En 2007, à la veille de la crise des *subprimes*, près de la moitié des Européens vivaient dans des territoires où le chômage touchait moins de 5% de la population active et en 2010, au plus fort de la crise, ce taux n'est pas remonté au niveau atteint en 1994. Un processus de sélection darwinienne se déroule sous nos yeux depuis

² R. Layard, S. Nickell et R. Jackmann, *Unemployment : Macroeconomic performance and the labour market*, Oxford : Oxford University Press, 1991.

bientôt un demi-siècle. La crise de décélération amorcée en 1973 s'est accompagnée, à l'intérieur de la société européenne, de reconfigurations de grande ampleur. Elle a transféré de façon progressive, mais implacable, le poids économique et le pouvoir de décision vers les éléments qui s'adaptaient le mieux à la concurrence internationale. La récession en cours, loin de ralentir le rythme de cette redistribution de la puissance entre les Européens, semble au contraire l'accélérer.

Strasbourg, 15 mai 2010